

fére une C. G. T. militante qu'une C. G. T. triomphante, parce que dans une C. G. T. triomphante, triompheraient trop avec nous des hommes qui ne pourraient pas être avec nous et qui ne pourraient pas rester avec nous. Je préfère une C. G. T. militante, parce que dans son militantisme, elle arrivera à la suppression du patronat et du salariat, par la prise des moyens d'échange, de production ; par une propagande intensive, nous arriverons à ce que nous désirons : l'émancipation humaine et non pas seulement l'émancipation du prolétariat (*Applaudissements.*)

## Discours de Loriot

LORIoT. — Camarades, je tiens d'abord à donner quelques explications sur un incident qui a été soulevé par un camarade, lors de l'intervention à cette tribune du secrétaire de la Fédération des Instituteurs.

Ce camarade, l'interrompant, lui demandait si au cas où la grève aurait été décidée le 21 juillet, les instituteurs auraient marché ? Je vais vous répondre.

J'imagine, camarades, que dans votre esprit vous établissez la distinction nécessaire entre les instituteurs syndiqués et la masse des instituteurs. C'est donc bien aux instituteurs syndiqués que vous vous êtes adressés.

Or, voici la lettre que le secrétaire de la Confédération Générale du Travail envoyait au secrétaire fédéral de l'époque :

En réponse à votre lettre, je vous informe qu'après conversation avec nos camarades du Bureau, nous avons conclu qu'il n'était pas possible de demander aux instituteurs confédérés de faire grève le 21 juillet : que ces grèves atteindraient les ménages ouvriers et qu'elles porteraient bien plus sur la classe ouvrière que sur le gouvernement. Dans ces conditions, nous considérons qu'il convient que les syndicats d'instituteurs formulent des ordres du jour identiques à l'esprit et à la manifestation de la classe ouvrière.

*Signé : JOUHAUX.*

JOUHAUX. — Et je revendique la responsabilité de cette lettre.

LORIoT. — A la suite de la réception de cette lettre et quand nos syndicats en eurent connaissance, elle provoqua une vive effervescence parmi nous, et le syndicat des Bouches-du-Rhône prit à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

Le Syndicat,

Après avoir pris connaissance des ordres du secrétaire confédéral ;  
Regrette la décision prise par la C. G. T. indiquant aux instituteurs de ne point chômer le 21 sous prétexte de ne pas laisser les enfants à la rue ;  
Se conforme à cette décision, mais rappelle au Bureau confédéral que les syndicats d'instituteurs entendent adhérer à la C. G. T. sans restrictions, dans la plénitude des droits et obligations dont jouissent les syndicats ouvriers. (*Applaudissements.*)

Et pour bien vous montrer qu'il ne s'agit pas là d'une manifestation isolée, je dois vous dire que la question a été posée à notre Congrès fédéral de Tours ; à l'unanimité, le Congrès a adopté une résolution aux termes de laquelle les instituteurs s'engageaient, en toute circonstance, à participer effectivement à toutes les démonstrations ouvrières. (*Applaudissements.*) Ce mot « effectivement » n'a pas été mis au hasard. On a discuté sur ce mot et il a été choisi à dessein pour bien montrer notre volonté, en toute circonstance, de rester d'accord avec nos camarades ouvriers. Et lorsque je vois qu'on met en cause l'attitude des instituteurs, il faut avoir oublié toute l'attitude de cette Fédération au cours de la guerre, avoir oublié toutes les brimades, toute la répression qui s'est exercée sur elle qui s'est placée, j'ose le dire, sur le terrain du combat révolutionnaire depuis le commencement des hostilités jusqu'à aujourd'hui, terrain sur lequel elle entend toujours rester ; il faut avoir oublié aussi, pour nous adresser la critique que faisait le camarade de ce matin, que les instituteurs, lorsqu'ils sont frappés, n'ont pas la possibilité d'exercer leur profession ailleurs. Or, un camarade ouvrier chassé d'une usine est, je le sais, marqué à l'encre rouge, mais à la faveur de certaines circonstances, il peut espérer gagner son pain le lendemain. A l'instituteur, l'exercice de sa profession continue à lui être interdit ; il n'a pas la possibilité de vivre le lendemain. Et il faut considérer que le mouvement syndicaliste n'a pu encore créer ces écoles syndicalistes dans les Bourses du Travail, qui pourraient permettre à ceux qui seraient victimes des répressions gouvernementales, de trouver du pain le lendemain....

Je n'insiste pas sur cet incident et j'en aurai fini lorsque j'aurai dit qu'à l'heure actuelle, précisément, à la suite de l'attitude prise par quelques-uns de nos camarades, à l'occasion du 21 juillet, des poursuites sont encore faites actuellement par l'administration ; c'est le cas de nos camarades du Finistère, c'est le cas de notre camarade Audoye, des Bouches-du-Rhône ; l'administration leur demande la raison de l'attitude qu'ils ont prise le 21 juillet.

Camarades, j'en arrive au fond de mon exposé.

Les circonstances m'ont amené, à un moment de la guerre, à vivre la vie du Comité confédéral. Je n'insisterai pas sur cette période. On a apporté à cette tribune, d'une façon magistrale, les critiques auxquelles ceux qui ont été mis en cause auront à répondre. Il ne m'est pas resté grand-chose, je l'avoue, de mon passage au Comité confédéral. Il ne m'est guère resté que l'impression lourde de la diplomatie secrète qui semblait peser continuellement sur les délibérations de cette assemblée, cette impression de malaise qui faisait que l'atmosphère n'était pas très respirable et ne pouvait l'être que parce que nous nous sentions en communauté d'idées, d'aspirations avec les camarades dans lesquels nous ne pouvions mettre toute confiance ; mais je déclare que je n'aurais pas eu le cœur de rester seul au Comité confédéral, tellement je sentais l'inutilité de la besogne, et cela dès le début. Je sentais quelque chose de lourd, de pesant sur la pensée !

L'action du Comité confédéral pouvait être connue à l'extérieur et avoir une répercussion ; mais les procès-verbaux, on les lisait à la séance d'après, puis ils tombaient dans l'oubli le plus profond ; notre camarade Monatte vous indiquait, ce matin, à quelles difficultés nous nous heurtons lorsqu'il faut critiquer la vie confédérale, dans l'ignorance où nous sommes de toute la complexité des événements qui ont amené le Comité confédéral à prendre les décisions qu'il a prises.

Je le répète, je n'insisterai pas. Je veux cependant rappeler à Merrheim quels espoirs nous avons poursuivis ensemble, et lorsqu'on nous accuse ici de prononcer des mots bien gros, sans apporter de preuves suffisantes, je lui dis : Vous rappelez-vous, Merrheim, lorsque nous allions à ces séances du Comité confédéral ?... Vous souvenez-vous de nos conversations dans votre bureau du deuxième étage, de l'angoisse avec laquelle nous suivions les événements, de la sévérité avec laquelle nous jugions alors, en parfaite harmonie, ceux qui étaient à la tête du Comité confédéral, et avec quelle sévérité vous en parliez constamment vous-même ? Nous disions : Heureusement, nous sommes unis ; nous avons notre Comité, dont vous êtes le fondateur. Nous étions là comme des frères, et vous savez, Merrheim, mieux que personne, lorsqu'on vient suspecter nos intentions, quel était notre dévouement, notre sincérité, notre désintéressement. Vous savez que nous n'avions aucune idée derrière la tête autre que celle de l'intérêt général du prolétariat. Et je viens vous le dire, Merrheim : « Qu'avez-vous fait alors de ce Comité ? » Ah ! un homme a toujours le droit de modifier ses opinions, mais il ne peut le faire qu'en employant certains moyens. Si j'avais été à la tête du Comité pour la reprise des relations internationales, qui groupait à cette époque les éléments révolutionnaires d'opposition, que je me sois aperçu à un certain moment que la politique suivie par ce Comité était une politique d'erreur, je l'aurais dit ouvertement à mes camarades avant d'aller dans le camp de l'adversaire. J'aurais dit à mes amis : « Il me semble que la politique que nous suivons est mauvaise ! Il me semble que nous nous sommes orientés dans une voie qui nous mène à notre perte, nous et les idées que nous défendons. » Nous aurions alors discuté en toute loyauté et en toute bonne foi l'attitude à prendre. Cela, je vous le demande, Merrheim, l'avez-vous fait ?

MERRHEIM. — Oui !

PÉRICAT. — Non, ce n'est pas vrai !

MERRHEIM. — Je répondrai !

LORIOU. — Camarades, vous sentez bien que les critiques que j'adresse à Merrheim, avec lequel, pendant plusieurs années, j'ai été en si étroite communion d'idées, ne sont pas des attaques personnelles. Vous sentez bien qu'il y a là, de ma part, opposition d'idées à idées, de conscience à conscience et — ce sera tout le fond de mon intervention — à aucun moment je ne ferai de question de personne ;

c'est bien notre politique que j'entends opposer ici à la politique officielle du Comité confédéral.

Camarades, nous ne vous reprochons pas de n'avoir pas fait la Révolution. Nous ne sommes plus des enfants ! Nous savons bien, en effet, et Bourderon n'avait pas besoin de nous le rappeler, qu'on ne fait pas la Révolution avec une poignée d'individus ; j'ai toujours dit, dans mes différentes interventions, que ce n'est pas la C. G. T. qui pouvait seule faire la Révolution. Mais, ce que nous vous reprochons, c'est de ne pas avoir fait d'action révolutionnaire ; il y a une nuance : on peut faire de l'action révolutionnaire sans faire la Révolution lorsqu'elle n'est pas possible, mais on achemine les masses vers la Révolution nécessaire. Pour faire l'action révolutionnaire, donnez donc aujourd'hui votre adhésion à la troisième Internationale, et vous verrez ! (*Applaudissements.*)

Ce n'est pas la Révolution, cela ! Ce n'est pas la descente dans la rue, c'est de l'action révolutionnaire. Cette action-là, si vous osez la faire, ne rencontrera pas, dans la presse bourgeoise, demain, la même sympathie qu'a rencontrée certaine action du Comité confédéral précisément parce qu'elle n'était pas révolutionnaire. Camarades, remarquez que cette déviation de notre idéal révolutionnaire n'est pas quelque chose de nouveau. Je n'en suis pas à m'en étonner : dès l'origine du mouvement ouvrier, ces déviations sont apparues. Le capitalisme était fort, il était puissant, et, naturellement, ceux qui se trouvaient à la tête de l'organisation ouvrière, en face de ce capitalisme qu'ils sentaient en pleine prospérité et invincible, étaient amenés doucement à cette collaboration ; peu à peu, nous avons vu peu à peu, dans les masses prolétariennes, cette déviation se produire et la Révolution apparaître comme un stade dépassé de l'évolution ouvrière, alors que, plus que jamais, l'histoire nous apprend qu'à aucun moment nous n'éviterons ces mouvements violents qui constituent le commencement de la Révolution et qui en sont la condition *sine qua non*.

Vous tentez de justifier votre action par les résultats que vous obtenez quotidiennement ; vous nous représentez comme des illuminés qui n'ont dans la bouche que le mot « Révolution » derrière lequel, selon vous, il n'y aurait rien. Vous nous accusez de mépriser ces résultats quotidiens. Je dis : Non ! c'est une erreur ! Nous sommes partisans de l'action quotidienne de la classe ouvrière. Cela, c'est le syndicalisme. Je dirai presque que cette action quotidienne est véritablement la seule action qui soit spécifiquement syndicale, parce que, dès que vous sortez de l'action quotidienne, dès que vous enlamez une action plus grande, elle devient une action révolutionnaire et qui englobe, non seulement la masse syndicaliste, mais encore la masse organisée politiquement et aussi les masses extérieures aux groupements. C'est cette solution qui constitue le véritable syndicalisme. Mais tout dépend de la forme dans laquelle nous menons cette action quotidienne.

Nous disons que cette action peut revêtir deux formes : la collaboration, qui est la vôtre, et la lutte de classes.

Bourderon disait, ce matin : « L'ouvrier qui parle à son patron fait de la collaboration de classes, et son cas est analogue à celui de la C. G. T. parlant au gouvernement. » Je dis : non ! il y a une nuance : l'individu qui parle à son patron est seul, il est victime de toute cette servitude capitaliste contre laquelle il est obligé de lutter ; mais lorsque la classe ouvrière crée des organismes de combat, des organismes de lutte de classes, c'est précisément pour suppléer à l'insuffisance individuelle et c'est pour ne pas plier comme l'individu est obligé de le faire aux servitudes capitalistes ; c'est au contraire pour lutter continuellement contre ces servitudes et les abolir. »

On disait : « Mais les militants, ceux qui ont la responsabilité de la direction de la C. G. T., sont bien obligés de considérer que les masses syndicales ne viennent au syndicalisme que pour des questions de ventre. » C'est vrai, nous le constatons avec vous. Mais ce qui nous différencie de vous, c'est qu'alors il faut donner à la partie éclairée de la classe ouvrière, la certitude matérielle et morale que vous, dirigeants du mouvement ouvrier, vous ne profitez pas de cette ignorance pour couvrir votre politique.

Voilà la certitude qu'il faut donner.

Vous ne nous l'avez pas donnée. Nous savons que cette ignorance existe dans la masse. Mais le devoir des dirigeants ouvriers, c'est de la combattre en toute circonstance, ce n'est pas de spéculer dessus ; ce n'est pas de s'appuyer sur cette ignorance, c'est au contraire de chercher à la détruire par tous les moyens, et cela, ce n'est pas de la collaboration de classes.

On a dit, ce matin, lorsque vous, instituteurs, vous disiez que vous envoyiez des délégués dans les Comités départementaux : « Ne faites-vous pas de la collaboration de classes ? » Je dis : Non ! La collaboration de classes ne consiste pas à prendre contact avec nos adversaires ; cela dépend de ce que nous allons faire avec eux.

Lorsque la C. G. T. va devant le gouvernement lui dire : « La classe ouvrière révolutionnaire vous informe qu'elle est décidée à faire telle ou telle chose » ; lorsque des délégués ouvriers vont avec une mission de lutte de classes devant leurs adversaires, ils n'y vont pas pour faire de la collaboration de classes. L'instituteur qui est délégué par nos syndicats pour aller dans un Conseil départemental et qui dit : « Je m'oppose, au nom de ces mandants, à ce que vous preniez telle mesure », peut être battu — il l'est généralement, — mais il n'a pas fait de collaboration de classes. (*Applaudissements.*)

Camarades, il y a donc deux façons d'interpréter son rôle, deux façons, pour les dirigeants ouvriers, d'interpréter l'action quotidienne : collaboration et lutte de classes. Mais je vais plus loin. Cette action quotidienne de lutte de classes n'est pas suffisante pour libérer le prolétariat. Elle doit aboutir à quelque chose. L'expression politique de la classe ouvrière aurait beau, à la faveur d'élections, envoyer trois ou quatre cents députés socialistes à la Chambre, les syndicats ouvriers

pourraient grouper dans leur sein des millions et des millions de travailleurs, la lutte journalière, du fait même qu'elle ne se déroule pas dans une situation révolutionnaire, peut durer indéfiniment sans atteindre le but pour lequel nous luttons, à savoir la victoire définitive et totale du prolétariat.

On peut, comme je le disais tout à l'heure, envoyer des délégués à la Chambre, le jour où vous direz à ces quatre cents socialistes que la Révolution nécessite la dissolution de cette Chambre dont ils font partie, ils vous répondront, eux aussi, que l'heure n'est pas venue.

Le jour où dans les syndicats les millions d'ouvriers confédérés exprimeront leur volonté de faire la Révolution, en disant que l'heure est arrivée de la faire, nous verrons le même phénomène se produire et nous verrons les fonctionnaires ouvriers répondre à la masse : « L'heure n'est pas venue ! »

Camarades, la Révolution est absolument nécessaire pour triompher de ces résistances, et il est heureux qu'elle ne dépendent pas de la volonté de trois ou quatre cents députés socialistes à la Chambre, pas plus que de la volonté des dirigeants de la Confédération Générale du Travail. Cette Révolution, vous n'en écarterez pas l'hypothèse. Vous admettez qu'elle existe. Mais comment en parlez-vous ? Ah ! je veux faire état ici d'un document que vous avez jugé, à la suite du Comité national, tellement intéressant que vous en avez voté l'impression ; je parle du discours de Jouhaux, qui reflète naturellement la pensée de la majorité de la C. G. T. Que dit Jouhaux de la Révolution ?

Est-ce l'acte catastrophique qui détermine l'écroulement d'un système ? Ou est-ce, au contraire, le long processus d'évolution qui peu à peu pénètre ce système, qui a sapé l'action de ce régime et qui dans son sein même a constitué l'organisme nouveau ?

Il n'y a rien de révolutionnaire dans ces phrases. C'est la négation même de la Révolution.

Evidemment, la Révolution n'est pas seulement cet acte catastrophique. On sait bien qu'une Révolution n'est pas achevée lorsque se déclenchent les premiers mouvements révolutionnaires qui ont comme conséquence d'abolir brutalement le régime existant. On sait bien que la Révolution doit aboutir à la reconstruction de l'édifice nouveau. Mais où est votre utopie c'est lorsque vous essayez de faire vivre dans le sein même de l'organisation présente l'organisation qui doit lui succéder. Cela, c'est une utopie contre-révolutionnaire ! Un régime, pour succéder à un autre, n'attend pas d'avoir acquis au sein de l'ancienne organisation son maximum de développement. Ceci est sans exemple dans l'histoire et il en est des systèmes sociaux comme de la génération dans la nature. Certes, à leur origine, ils commencent à trouver les conditions de leur développement ; certes, pour l'instant, le communisme a déjà dans la société capitaliste ses racines et il y trouve la substance de son développement. Puis il arrive un moment où le germe trouve dans l'impossibilité de se développer un frein insupportable, et alors il brise ce frein avant d'avoir acquis son maxi-

mum de développement. L'heure d'une Révolution ne dépend pas de la classe ouvrière ; elle ne dépend même pas du degré de développement de l'organisation qui doit lui succéder ; l'heure de la Révolution dépend de cet état que je qualifierai de « catastrophique », dans lequel la classe au pouvoir a mis le monde ; le jour où la classe au pouvoir a créé un état de choses tel que les classes dont elle assurait l'existence ne peuvent plus vivre, le jour où elle leur a créé des conditions de vie insupportables, ces classes secouent ce joug et l'heure de la Révolution est arrivée.

Je vous désire de m'apporter un autre critérium. Je vous ai posé ces questions dans *l'Humanité*, vous n'y avez pas répondu. Comment, par la simple voie de l'évolution, comment, sans ce mouvement violent qui aurait pour résultat de démolir le régime existant, comment concevez-vous la transformation des organisations actuelles qui forment l'armature de l'Etat capitaliste ? Les grands journaux, les grandes associations, les grands trusts, les cartels, tout ce qui fait la société capitaliste, vous viendrez nous dire comment vous en ferez les instruments du prolétariat libéré. Et je dis que si vous ne nous apportez pas cette démonstration à la tribune, c'est que vous n'avez pas la nette conception des nécessités révolutionnaires et des conditions qui permettront au prolétariat de s'émanciper. (*Applaudissements.*)

Camarades, qu'est-ce qui fait que nous sommes actuellement révolutionnaires ? Qu'est-ce qui fait que nous le sommes davantage qu'avant la guerre ? C'est que les conditions sont toutes différentes. Avant la guerre, on évoluait dans une période normale ; nous étions amenés par la force des choses, étant donné que l'idéal révolutionnaire n'était qu'un idéal et que la Révolution était lointaine par le fait même que la situation était supportable pour la classe ouvrière — nous étions amenés à certaines actions de lutte de classes quotidienne qui pouvaient être sans lendemain, — nous pouvions nous dire que, puisque la Révolution était impossible, il était de notre devoir, en effet, de profiter de cette lutte de classes quotidienne qui avait pour résultat de permettre à la classe ouvrière de prendre conscience de ses forces, de ses moyens d'action, d'améliorer même quelque peu ses conditions d'existence, la rendant plus apte, plus clairvoyante pour le jour où il lui serait permis de secouer le joug des oppresseurs. Mais aujourd'hui, cette situation est-elle la même ? Tous, majoritaires comme minoritaires, nous sommes d'accord pour proclamer que la situation actuelle est sans précédent dans l'histoire ; nous sommes d'accord pour proclamer qu'elle est révolutionnaire.

Elle est même plus révolutionnaire que l'Internationale socialiste et ouvrière ne l'avait prévu avant la guerre. Et c'est justement parce que cette situation est sans précédent, justement parce que la classe ouvrière n'a pas d'autre alternative que de subir l'oppression de la classe bourgeoise qui n'a plus la possibilité d'être libérale, parce qu'elle n'a plus d'autre alternative que de saper cette dictature ou de faire la Révolution pour imposer sa propre dictature, que nous disons : L'heure de la Révolution est venue ! Car il ne s'agit pas de pousser

inconsidérément le Bureau confédéral à la tête de je ne sais quel bataillon réduit de militants organisés et décidés à tenter le mouvement révolutionnaire. Non ! La Révolution, nous sommes d'accord, elle existe dans les choses. Il nous reste à la faire pénétrer dans les esprits, condition sans laquelle elle ne sera pas possible et elle n'éclatera pas, quels que soient nos efforts. Il nous reste donc cette besogne à faire et ce n'est pas votre politique qui permet d'espérer que cette besogne sera faite !

L'heure est tragique ! Depuis deux ans, les prolétariats révolutionnaires nous appellent à leur aide. Ils nous ont envoyé manifestes sur manifestes, tous plus émouvants les uns que les autres, nous montrant leur situation désespérée. Nous avons vu l'exemple que ce n'est pas la démocratie qui succède à une Révolution, lorsqu'on l'écrase. En Hongrie, ce n'est pas la démocratie qui a succédé au régime de Bela-Kun, c'est l'absolutisme réactionnaire ! Si la Russie était écrasée, c'est le tsarisme qui reviendrait au pouvoir ! C'est la réaction mondiale qui nous materait et saurait nous retirer les quelques bribes de liberté que par la force on a été obligé de nous concéder depuis quelque temps ! Camarades, c'est l'action révolutionnaire, l'action directe qui vient d'aboutir au résultat que vous avez pu lire dans les journaux. Vous venez de voir que nos bons gouvernants bourgeois viennent de lâcher ou de paraître lâcher prise contre la Révolution russe. Vous avez vu que l'intervention en Russie était abandonnée, et nous serions presque tentés de nous réjouir de ce résultat, si nous n'avions pas la certitude que les gouvernements bourgeois n'en continuent pas moins de poursuivre l'écrasement de la Révolution prolétarienne. L'intervention armée est abandonnée, c'est vrai, mais elle ne l'est que parce que les marins de la mer Noire, et ceux qui les ont imités, ont eu élever la voix et imposer leur volonté aux gouvernements, démontrer à Lloyd George, à Clemenceau qu'on n'abuserait pas plus longtemps de leur patience et qu'ils devaient lâcher prise. On a lâché prise ! (*Applaudissements.*)

Mais le blocus reste, camarades ! Le danger subsiste ! Ce n'est pas une victoire, c'est une demi-victoire que nous avons remportée, et si nous appelons aujourd'hui le prolétariat à la Révolution, c'est parce que nous avons la certitude que tout reste encore à faire ; que c'est seulement que lorsque la Confédération Générale du Travail aura adopté une autre ligne de conduite, pratiquera une autre politique, qu'elle entraînera définitivement les masses vers l'action qui sauvera, pour toujours alors, la Révolution prolétarienne ! (*Applaudissements.*)

## Discours de Bidegaray

BIDEGARAY. — Camarades, désigné par la fraction majoritaire pour défendre l'action passée du Comité confédéral, je vais me permettre, avant, de liquider des insinuations qui ont été lancées contre la Fédération des Cheminots, car il est de mon devoir de défendre l'organi-